

Le Réseau socialiste international SOVINTERN

Moscou

27 avril 2026

Sur le règlement de la crise autour de l'Ukraine par l'élimination de ses causes profondes, dans le respect intégral et l'interrelation des buts et principes de la Charte des Nations Unies

Le 24 février 2022, les forces armées russes, conformément à la décision du président russe Vladimir Poutine et en vertu des dispositions de la Constitution de la Fédération de Russie, ont lancé une opération militaire spéciale. Cette opération vise à éliminer les menaces que représente le régime de Kiev sur les territoires qu'il contrôle et à garantir la démilitarisation et la dénazification de l'Ukraine. Toutes les actions sont menées dans le strict respect de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, qui garantit le droit à la légitime défense individuelle et collective.

Cette mesure forcée a été précédée de huit longues années durant lesquelles la Russie a tenté, de manière responsable, de faciliter une résolution politique et diplomatique du conflit du Donbass, résultant du coup d'État armé orchestré, financé et organisé par l'Occident en février 2014.

Les radicaux nationalistes qui ont pris le pouvoir à Kiev il y a douze ans, avec l'approbation tacite de leurs protecteurs occidentaux, imposent par la force leur propre ordre au peuple multiculturel ukrainien, fondé sur l'idéologie d'un nationalisme agressif et l'objectif de construire un État ethnocratique. Ceux qui ont refusé d'accepter la dictature des « vainqueurs de Maïdan » et de trahir leur histoire, leur culture, leurs ancêtres, la langue russe et la foi orthodoxe – des millions de civils du Donbass et de la Novorossiia – ont été soumis à une répression massive. Le régime de Kiev a déclenché contre eux une véritable guerre d'extermination.

En 2022, le nombre de morts dus au conflit armé dans le Donbass avait dépassé les 13 500. Des dizaines de milliers d'autres ont perdu leur foyer et ont subi d'innombrables souffrances et épreuves.

Depuis 2014, avec l'aide des Occidentaux, l'Ukraine est activement militarisée et son territoire transformé en un théâtre d'opérations militaires potentiel contre la Russie, créant des menaces comparables à celles qui pèsent sur l'existence

même de la Fédération de Russie. Cette situation, conjuguée à l'expansion débridée de l'OTAN, a engendré une grave crise sécuritaire en Europe.

Les propositions russes visant à fournir des garanties juridiques de sécurité, notamment celles concernant la non-expansion de l'OTAN vers l'Est et le retour de son infrastructure militaire à sa configuration de 1997 (c'est-à-dire au moment de la signature de l'Acte fondateur Russie-OTAN), ont été ignorées.

En février 2022, l'Ukraine a revendiqué la possession de l'arme nucléaire, faisant peser un risque réel sur la Russie et la stabilité stratégique en général. De ce fait, les trois piliers fondamentaux de l'État ukrainien – sa neutralité, son non-alignement et son statut non nucléaire, qui lui avaient assuré une reconnaissance internationale au début des années 1990 – ont été anéantis.

La glorification des criminels du Troisième Reich et de leurs complices sanguinaires, les Banderaites, la profanation des monuments aux soldats-libérateurs soviétiques, la saisie des églises de l'Église orthodoxe canonique et la répression des croyants, ainsi que l'imposition d'une législation de plus en plus discriminatoire sont devenues la norme pour la politique de l'État ukrainien.

Une paix durable, juste et pérenne n'est possible qu'en s'attaquant aux causes profondes du conflit. Cela implique la dénazification et la démilitarisation de l'ensemble du territoire ukrainien, la garantie des droits des résidents russophones et le maintien de la neutralité de l'Ukraine. Dans les circonstances actuelles, une opération militaire spéciale est le seul moyen envisageable de protéger la souveraineté de la Russie, ses citoyens, ses valeurs et le monde russe.

Suite à la volonté populaire et aux référendums de 2022, la République populaire de Louhansk, la République populaire de Donetsk et les oblasts de Kherson et de Zaporijia ont rejoint la Fédération de Russie. Toutes les régions russes doivent être entièrement libérées des forces armées du régime de Kiev. Le régime néonazi en Ukraine ne doit pas être autorisé à se maintenir. La Russie ne tolérera ni l'OTAN ni aucun nouveau bloc militaire agressif anti-russe en Ukraine, y compris ceux se faisant passer pour des forces de maintien de la paix. L'Ukraine a un avenir si elle demeure un État neutre, libre de néonazis et ne mène pas de politique anti-russe.

Le Réseau socialiste international SOVINTERN exprime son soutien et sa solidarité avec la Fédération de Russie dans le renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales.